

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 12 et 19 MARS 1978

V^e Circonscription Muret-Villefranche



Jacques DOUZANS

Maire de Muret

Conseiller Général de la Haute-Garonne

Ancien Député

Electrices, Electeurs, Chers Amis.

Ultime mise en garde.

Il est dérisoire qu'après avoir consacré un mois de campagne électorale à prêcher contre l'affrontement de deux blocs et la coupure de la France en deux, je me retrouve en ce lendemain du premier tour, confronté à cette fatalité que je ne cesse de stigmatiser.

Dans l'éthique que je me suis fixée, la logique aurait voulu que je me tienne en dehors de ce duel majorité-opposition, qui va aggraver encore davantage nos divisions et nos querelles. Jacques FAUVET précisait dans le MONDE, : « le pays demeurera coupé en deux aussi longtemps que les deux camps resteront aussi équilibrés : 49,5% pour la gauche, 48,4% pour les modérés ».

J'ai été amené à sortir de ma réserve quand j'ai appris ce matin par la Dépêche, qu'en cas de victoire dimanche prochain des partis de gauche, le Gouvernement formé à l'issue des élections, serait composé de **vingt-trois ministres socialistes, vingt-et-un ministres communistes et deux ministres radicaux de gauche.**

Fidèle à ma devise « Ni conservatisme, ni collectivisme », j'ai pensé qu'il était de mon devoir de mettre en garde mes compatriotes de la V^e Circonscription contre la menace de collectivisation du pays qu'un tel Gouvernement ferait peser sur notre destin national.

J'éprouve les plus vives craintes pour **les classes moyennes** qui vont être durement frappées par la hausse de l'impôt sur le revenu motivée par les mesures sociales envisagées.

J'appréhende qu'un impôt sur le capital d'une valeur de 2 millions atteigne très rapidement **les propriétés rurales** de moyenne importance qui sont pour beaucoup, un instrument de travail, ainsi que tous ceux qui possèdent une résidence secondaire.

Je redoute que la multiplication des contrôles des prix pour éviter la hausse des prix consécutive à la hausse des salaires, devienne très vite contraignante pour les **commerçants et artisans** et contribue à faire de notre pays un état policier.

Je m'inquiète que la création des offices fonciers dans chaque chef-lieu de canton, composés d'élus et de représentants de la profession agricole, appelés à donner leur avis sur les ventes et locations de terre, constitue une atteinte très grave au droit de propriété.

Je crains que la multiplication des établissements nationalisés dont le déficit a atteint en 1977, 25 milliards de francs, provoque une véritable inflation atteignant durement **les nombreux épargnants et les modestes retraités** qui ne sont pas protégés contre une hausse du coût de la vie.

J'arrête là mes observations sur quelques-uns des dangers dont la menace risque d'assombrir prochainement notre destin.

Je persiste à penser qu'on ne peut valablement gouverner la France avec 51% des voix contre 49. Or, le Gouvernement d'union de la gauche qui pourrait être appelé demain aux responsabilités du pouvoir, ne représenterait que 49,5% des voix exprimées lors du scrutin du 12 Mars.

Je redoute qu'une assise aussi étroite nous entraîne dans les plus brefs délais, du fait de la détérioration probable de la situation économique et financière, à des échéances redoutables au sein d'une Europe ravagée par la crise économique.

En 1939, trois ans après l'aventure du front populaire, ce fut **la Guerre**.

A tous ceux qui sont attachés à une saine gestion des affaires de la France, à l'ordre intérieur et à la paix, j'adresse un ultime appel pour que le 19 Mars, par le choix qu'ils feront de leur Député, ils évitent à notre pays, **le désordre et l'aventure**.

Jacques DOUZANS

**Conseiller Général
Maire de Muret
Ancien Député.**

Vu. **Louis BRUNET**

**Premier Vice-Président de la Chambre d'Agriculture
Conseiller Général
Maire de Gratens**